

FAIM ET PAUVRETÉ

Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Face à l'escalade de la faim dans le monde et à l'intolérable pauvreté, et en réponse aux appels prônant une plus grande cohérence et coordination, les membres du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) ont convenu d'une réforme de grande envergure.

La réforme a pour but de faire du CSA la toute première plateforme internationale et intergouvernementale s'occupant de sécurité alimentaire et de nutrition, et un élément central du processus du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Elle vise à concentrer la vision et le rôle de ce Comité sur la coordination mondiale des efforts d'élimination de la faim

et de sécurité alimentaire pour tous. Ces efforts comprendront le soutien des plans et des initiatives nationales contre la faim, l'expression de toutes les voix concernées dans le débat de politique sur l'alimentation et l'agriculture, le renforcement des liens aux niveaux régional, national et local et la prise de décisions fondée sur des preuves scientifiques et les connaissances de pointe.

La participation au nouveau CSA sera très étendue. Outre les États membres, le Comité sera constitué d'un plus vaste éventail d'organisations s'occupant de sécurité alimentaire et de nutrition. À cet égard, citons les organismes des Nations unies comme le Fonds international pour le développement agricole

(FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Équipe de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur la crise de la sécurité alimentaire mondiale, ainsi que d'autres institutions des Nations unies.

Le CSA comprendra également des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, en particulier des associations représentant les petits agriculteurs, pêcheurs et éleveurs familiaux, les paysans sans terres, les citadins pauvres, les travailleurs agricoles et du secteur alimentaire, les femmes, les jeunes, les consommateurs et les populations autochtones.

Au nombre des membres du Comité figureront aussi des

institutions internationales de recherche agricole, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les banques de développement régionales et l'Organisation mondiale du commerce. Le CSA sera également ouvert aux représentants des associations du secteur privé et aux fondations philanthropiques.

Autre aspect essentiel du futur CSA : des avis émis par un groupe d'experts de haut niveau sur le thème de la sécurité alimentaire et de la nutrition permettront de trouver des solutions au fléau de la faim reposant sur des analyses scientifiques factuelles.

<http://www.fao.org/news/story/fr/item/36446/icode/>

50

PROFIL ORGANISATIONNEL

Fondation Lonxanet pour une pêche durable

La Fondation Lonxanet pour une pêche durable qui est basée en Galice, au nord de l'Espagne, a été créée en 2002 (www.fundacionlonxanet.org). Le terme Lonxanet vient de lonxa, le marché où se déroule la première vente du poisson.

Elle a pour but de faire participer les pêcheurs artisans au développement humain, à des projets commerciaux et environnementaux, de résoudre ou diminuer leurs problèmes grâce à une démarche systématique et dans l'esprit du développement durable.

Aujourd'hui, Lonxanet travaille avec des communautés de pêche artisanale (et leurs organisations) qui vivent des ressources d'écosystèmes aquatiques variés (mer, rivières, estuaires, lacs...). Elle développe des projets de partenariat en Galice, en Amérique latine, en Afrique, et elle aspire à étendre ses

activités ailleurs dans le monde. Elle préconise notamment une démarche innovante pour la création de réserves marines au bénéfice de la pêche (http://icsf.net/icsf2006/uploads/publications/samudra/pdf/french/issue_53/art04.pdf).

Lonxanet est membre fondateur du RECOPADES, un réseau de communautés de pêcheurs pour un développement durable d'Amérique latine et d'Espagne.

La Fondation voudrait que « les pêcheurs artisans aient une vie digne, avec des moyens d'existence durables, qu'ils soient fiers de leur métier et de leur culture, qu'ils soient considérés comme des gardiens de la mer, des conservateurs des écosystèmes aquatiques où

ils opèrent et qui font partie du patrimoine mondial ».

Lonxanet s'est donné pour mission de « valoriser et faire connaître les bonnes pratiques développées par des organisations de la pêche artisanale à toute la société civile, au monde politique et scientifique, de mettre en lumière les efforts et les apports des pêcheurs artisans pour une planète plus durable ».

La Fondation est le principal actionnaire de Lonxanet Directo SL, une entreprise socialement responsable qui distribue directement des produits frais de la pêche galicienne aux consommateurs via Internet. L'acheteur est ainsi assuré d'avoir des denrées bien fraîches à prix raisonnable.

Les pêcheurs reçoivent pour leurs produits (vendus à la criée) le prix du marché plus 3 % de prime. La moitié des profits est reversée à des projets de développement

durable dans la pêche entrepris par la Fondation. Lonxanet a réalisé récemment un film intitulé *Les gardiens de la pêche* qui raconte l'histoire de sept communautés de pêcheurs d'Amérique latine et d'Espagne qui ont pris la voie du développement durable pour améliorer les conditions de vie dans la population

(www.youtube.com/watch?v=u8hM5BTfyw4).

RECOPADES, le réseau pour un développement durable des communautés de pêche artisanale, mène donc des actions concrètes, des projets appropriés pour tenter de résoudre leurs problèmes. Il a été lancé en 2004 par des groupes de pêcheurs en Argentine (Puerto Madryn), en Espagne (La Restinga et Lira) et en Uruguay (la Laguna de Rocha).

(<http://recopades.org/>)

**FUNDACIÓN
LONXANET**

PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE

Elinor Ostrom, première femme Prix Nobel d'économie

Lundi 12 octobre 2009, pour la première fois une femme, Elinor Ostrom, sociologue américaine, obtenait le Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel (le Prix Nobel d'économie attribué par l'Académie royale des sciences de Suède). Elle partage ce prix avec Oliver Williamson, professeur émérite (chaire Edgar F. Kaiser) de gestion, économie et droit à l'Université de Californie, Berkeley.

L'Académie des sciences de Suède a choisi Elinor Ostrom « pour son analyse de la gouvernance économique », disant qu'elle « avait démontré comment des ressources communes peuvent être gérées avec succès par les groupes qui les utilisent ».

Elle est née le 7 août 1933 et occupe maintenant la chaire de sciences politiques Arthur F. Bentley à l'Université d'Indiana, Bloomington, où elle est aussi codirectrice de l'Atelier de théorie politique et analyse des politiques. Elle est considérée comme une grande spécialiste dans l'étude des « biens communs ». Elle décrit notamment comment les humains interagissent avec les écosystèmes afin de

maintenir sur le long terme les rendements des ressources disponibles.

Un communiqué de presse officiel dit ceci : « Elinor Ostrom a remis en cause l'idée conventionnelle selon laquelle les biens communs sont mal gérés et qu'ils devraient donc passer sous le contrôle d'une autorité centrale ou être privatisés. À partir de nombreuses études de ressources gérées par leurs utilisateurs (pêcheries, pâturages, bois, lacs, bassins hydrologiques...), elle a conclu que le résultat est souvent bien meilleur que ce que laisseraient prévoir les théories classiques. Elle a observé que les usagers d'une ressource se dotent fréquemment de mécanismes élaborés pour prendre les décisions, pour faire respecter la réglementation et gérer les conflits d'intérêts. Et elle décrit les règles qui conduisent à de bons résultats ». Le travail d'Elinor Ostrom montre que les ressources détenues collectivement peuvent être préservées et gérées par les parties prenantes tout aussi bien (ou même mieux) que ne le feraient les pouvoirs publics ou des systèmes de propriété privée (« parts de

captures », quotas individuels transférables...).

L'idée reçue à propos de la gestion des ressources détenues de façon collective trouve sa source dans un article écrit par Garrett Hardin en 1968 : *La tragédie des biens communs*.

Dans un article publié en 1999 dans la revue *Science*, Elinor Ostrom et quatre collègues évoquaient les conclusions que Hardin tirait de l'histoire des pêcheries, à savoir que « les utilisateurs d'un bien commun pris dans un processus inévitable qui mène à la destruction de la ressource dont ils dépendent ».

Dans un entretien avec le responsable de Nobelprize.org, le site officiel de la Fondation Nobel, Elinor Ostrom cite l'exemple des pêcheurs de langouste du Maine aux États-Unis. « Dans les années 1920, ils avaient pratiquement détruit cette pêcherie, dit-elle. Alors ils se sont réunis, ont réfléchi sérieusement à ce qu'il convenait de faire et ont élaboré une série de règles ingénieuses et des moyens d'assurer le suivi. Le résultat c'est que la pêche au homard dans le Maine est devenue l'une des plus rentables du monde ».

« Beaucoup d'autres groupes, petits et moyens, ont entrepris d'organiser la gouvernance de la ressource, ajoute-t-elle. Nous avons étudié plusieurs centaines de systèmes d'irrigation au Népal. Ceux qui sont gérés par les agriculteurs eux-mêmes apparaissent plus efficaces pour amener l'eau à destination, plus productifs et moins coûteux que les systèmes compliqués construits avec l'aide de la Banque asiatique de développement, USAID et autres... »

Le jour après avoir obtenu ce Prix, elle a dit : « Je pense que nous sommes entrés déjà dans une ère nouvelle. Nous constatons que les femmes sont capables de mener à bien de grands travaux scientifiques. Je suis très honorée d'être la première femme à être ainsi récompensée, mais je ne serai pas la dernière. »

Voir également (en anglais) :

www.elinorostrom.com

newsinfo.iu.edu/news/page/normal/12185.html

nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/2009/ostrom-telephone.html

51

SOMMET MONDIAL SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Forum parallèle de la société civile,
13-17 novembre 2009, Rome

Nous, 642 personnes venant de 93 pays et représentant 450 organisations de paysans et agriculteurs familiaux, petits pêcheurs, pastoralistes, peuples autochtones, jeunes, femmes, urbains, ouvriers agricoles, Ong locales et internationales et autres acteurs sociaux, nous sommes réunis à Rome du 13 au 17 novembre 2009, unis par notre détermination à œuvrer pour revendiquer la Souveraineté alimentaire au moment où le nombre croissant de personnes souffrant de la faim a atteint le seuil du milliard de personnes.

La Souveraineté alimentaire est la solution efficace à la tragédie de la faim dans notre monde. La Souveraineté alimentaire implique la transformation du système alimentaire actuel afin d'assurer que les producteurs d'aliments disposent d'un accès équitable ainsi que d'une maîtrise de la terre, des eaux, des semences, de la pêche et de la biodiversité agricole. Tout un chacun a le droit et la responsabilité de prendre part à la prise de décisions sur le mode de production et de distribution de l'alimentation.

Voir le texte complet de cette Déclaration sur http://peoplesforum2009.foodsovereignty.org/sites/peoplesforum2009.foodsovereignty.org/files/Final_Declaration-FR.pdf

SITE WEB

Pêche et communautés de pêcheurs en Inde

L'ICSF vient de mettre en ligne sur son site un nouveau sous-site intitulé *Pêche et communautés de pêcheurs en Inde* (indianfisheries.icsf.net)

La pêche est un secteur économique important dans ce pays qui dispose de plus de 8 000 km de côtes, d'une zone économique exclusive de plus de 2 millions de km² et de vastes étendues d'eau douce. Il donne du travail à plus de 14 millions de personnes. Son apport est essentiel pour la sécurité alimentaire et l'économie nationale.

On trouvera dans ces pages une présentation générale des pêches maritimes et intérieures de l'Inde, une abondante information sur les communautés de pêche du littoral et leurs systèmes de gouvernance traditionnels, sur le développement et la gestion des pêcheries, sur les problèmes du littoral. Cinq thèmes particuliers sont également abordés : femmes de la pêche, travail, aquaculture, instruments juridiques, plus de nombreuses références bibliographiques et des liens vers d'autres ressources en ligne.

VERBATIM

Dans de nombreuses cultures indigènes, Nature et Religion se mêlent bien plus que dans les pays occidentaux.

—R E JOHANNES
IN "USAGE ET USAGE ABUSIF DES SAVOIRS ÉCOLOGIQUES
ET MODES DE GESTION TRADITIONNELS"

INFOLOG : NOUVEAUTÉS À L'ICSF

Le Centre de documentation de l'ICSF (dc.icsf.net) propose divers supports d'information qui sont régulièrement mis à jour. Voici quelques nouveaux arrivés :

Vidéos

A Sea Change

Ce premier documentaire sur l'acidification des océans a été réalisé par Barabar Attinger et coproduit par Sven Huseby de Nijji Films. C'est un long-métrage qui déborde d'informations scientifiques tout en étant un hymne à la beauté des océans et un récit intime qui parle d'une famille norvégienne-américaine dont le patrimoine est balisé par la mer.

Face à la tempête : lutter pour rester local dans une pêche mondialisée

Cette vidéo de 35 minutes réalisée par Charles Menzies et Jennifer Rasleigh, produite au Canada en 2008, montre le combat de pêcheurs artisans français face à la tempête de la mondialisation.

Les pêcheurs de la côte Ouest de la France sont déterminés à se défendre. Ils se sont dotés d'une stratégie sophistiquée qui leur permet de rester petits et prospères face à la compétition mondiale. Alors que publiquement la bataille pour sauver les océans oppose souvent les environnementalistes et les corporations, ce film donne la parole à un groupe important qui possède peut-être la solution dont nous avons besoin : les petits pêcheurs artisans.

Un siècle de lutte

Adapté de la thèse de Charles Menzies *Drapeaux rouges et coiffes de dentelle*, ce film utilise des images d'archives pour raconter l'histoire mouvementée de l'industrialisation et de la résistance au cours du siècle écoulé en Bretagne dans le monde de la pêche. Il fait voir la détermination des pêcheurs bigoudens dans la défense de leur mode de vie, les actions directes qu'ils entreprennent pour cela dans le cadre de leur territoire.

Publications

Pêche, durabilité et développement

Ce livre bleu publié en 2009 par la Direction des pêches de Suède, l'Agence suédoise de coopération au développement (SIDA), l'Académie royale suédoise de l'agriculture et des forêts dresse un état des lieux de la pêche et de l'aquaculture mondiales sous l'angle de la durabilité des écosystèmes, de l'économie, du commerce et du développement.

L'objectif principal est de faire une présentation générale de la production et de l'aquaculture, des conditions naturelles et de leur impact sur le développement économique et la vie et l'emploi des populations concernées.

Cette publication rassemble les contributions de 52 auteurs des milieux universitaires, d'organisations internationales et de services publics. Une attention particulière est donnée à la préservation des stocks et aux pêcheries des pays en développement.

FLASHBACK

Les communautés ont un rôle à jouer

Menacées qu'elles sont par les pertes de biodiversité dans les écosystèmes côtiers, les communautés de pêcheurs réclament des mesures concrètes pour protéger et bien gérer le littoral, les habitats marins et leurs ressources. En diverses parties du monde, elles ont pris elles-mêmes des initiatives visant à garder en bon état la ressource dont dépend leur survie.

Il est évident que ces communautés peuvent être de précieux alliés pour la conservation et la gestion des ressources côtières et marines. Mais il arrive que des difficultés surgissent car certaines façons de protéger se fondent sur des schémas préétablis qui finissent par indisposer les populations autochtones et locales, notamment dans des pays qui cherchent à étendre leurs aires marines protégées (AMP) sans

prendre le temps d'une démarche participative préalable. Il ne faut pas s'étonner que cela donne de mauvais résultats, à la fois sur le plan de la protection de l'environnement et des moyens d'existence des gens concernés.



En aidant les populations autochtones et les communautés locales à partager progressivement les responsabilités de la gestion des ressources littorales et halieutiques, conformément à l'Élément 2 (gouvernance, participation, équité, partage des avantages) du Programme de travail sur les aires protégées (Annexe à la Décision VII/28), on parviendrait certainement mieux à concrétiser les objectifs de préservation écologique et de lutte contre la pauvreté.

Il reste beaucoup à faire pour que les dispositions prévues dans les instruments juridiques internationaux afin de conforter les droits des populations de pêcheurs autochtones et locales dans le cadre de projets de conservation trouvent une concrétisation dans les législations, politiques et pratiques nationales. Il faudrait notamment reconnaître comme il convient les droits traditionnels et coutumiers des communautés de pêcheurs sur la ressource, leur droit de s'engager dans une pêche responsable fondée sur une exploitation durable de la biodiversité.

Dans les processus décisionnels, on doit considérer les communautés traditionnelles dépendantes des ressources naturelles disponibles comme des détenteurs de droits réels. Le choix des outils de gestion et de conservation, le choix des objectifs, des plans, des modes de gouvernance et de représentation des communautés, des dispositifs de mise en œuvre et de suivi, tout cela doit se faire en consultation avec les communautés locales. Et toutes les composantes de la communauté, notamment les femmes, devront être représentées dans les diverses structures de gouvernance.

— In revue SAMUDRA N° 48, Novembre 2007

ANNONCES

RÉUNIONS

12ème session du Comité scientifique de la CTOI (Commission des Thons de l'océan Indien), Victoria, Seychelles, 30 novembre-4 décembre 2009

COP15 de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Copenhague, 7-18 décembre 2009

16ème réunion du Comité scientifique et technique de Ramsar (STRP), Gland, Suisse, 22-26 février 2010

15ème réunion de la Conférence des parties (COP15) à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), Doha, Qatar, 13-25 mars 2010. Il y sera question, entre autres choses, de mécanismes de contrôle du commerce et de marquage, du napoléon (*Cheilinus undulatus*), du thon rouge de l'Atlantique, de conservation et gestion de requins et de raies.

SITES WEB

Sécurité des pêcheurs

Le site **Safety for Fishermen** est un portail d'informations et de documents sur la sécurité des pêcheurs. Il est hébergé par la FAO et géré par un groupe d'experts qui apportent leur contribution sur ce sujet. <http://www.safety-for-fishermen.org/fr/>

La faim dans le monde

Sur ce nouveau site de la FAO, on trouvera le rapport sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, avec des statistiques sur la prévalence de la sous-alimentation dans le monde et une carte interactive de la faim. <http://www.fao.org/hunger/fr/>